

Propriétaire-Gérant ALFRED REBOUX

JOURNAL DE ROUBAIX

Propriétaire-Gérant ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS: Roubaix-Tourcoing: Trois mois. 13.50 Six mois. 26.00 Un an. 50.00

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois. 15 fr. La France et l'Étranger, les frais de poste en sus. Le prix des abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.



MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LÉGALES et JUDICIAIRES

INSÉRATIONS: Annonces: la ligne. 25 c. Réclames: 30 c. Faits divers: 50 c. On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçues à Roubaix, au bureau du journal, à Lille, chez M. QUARRE, Libraire, Grande-Rue; à Paris, chez MM. HAVAS, LAFITTE et C<sup>o</sup>, rue Notre-Dame-des-Victoires, (place de la Bourse); à Bruxelles, à l'OFFICE DE PUBLICITÉ.

ROUBAIX 29 JANVIER 1879

TIRAGE

LOTÉRIE NATIONALE

QUATRIÈME JOURNÉE Mercredi 29 Janvier 1879

NUMÉROS GAGNANTS

Service télégraphique particulier du Journal de Roubaix

Table listing lottery numbers and prizes. Columns include prize descriptions (e.g., 'Un pot à bière filigrané'), series numbers, and amounts (e.g., 994,260).

Table listing various items for sale or auction. Columns include item descriptions (e.g., 'Montre en acier montée'), series numbers, and prices (e.g., 261,998).

Table listing more items for sale or auction. Columns include item descriptions (e.g., 'Un plat damasquiné'), series numbers, and prices (e.g., 707,071).

composé en majeure partie d'ambitieux, d'incapables, de faméliques et de brouillards; les esprits vraiment sages et politiques y sont malheureusement en très petit nombre; nous pouvons craindre d'elle toutes les folies; elle justifiera, si elle ne les dépasse, les prévisions que nous émettions à la veille du scrutin du 14 octobre 1877.

Il semble déjà que M. de Bismark, dont l'influence a tant aidé au résultat de cette fatale journée, s'apprête à en recueillir les fruits. Voici ce nous lisons dans les Tablettes d'un Spectateur:

« Une brochure qui vient de paraître à Cologne nous apporte aujourd'hui un bien étrange révélation: Au moment où il a été le plus question de la démission du maréchal de MacMahon, dans le cas où le cabinet Dufaure viendrait à tomber sous le vote de la Chambre, M. de Bismark aurait fait prévenir officiellement le Maréchal que s'il se retirait, l'Allemagne se verrait dans l'obligation de prendre des précautions contre le successeur qui lui serait désigné, et qu'en tout état de cause l'ambassadeur d'Allemagne à Paris serait rappelé. Plusieurs des ministres, dit la brochure, étaient parfaitement au courant de cette communication de M. de Bismark. »

Nous avons de quelques raisons de croire qu'il y a du vrai dans cette information: on doit le savoir à Versailles. Nous verrons bientôt si on jouera l'avenir et la sécurité de France, pour le plaisir de destituer des généraux capables, instruits, expérimentés, qui n'ont jamais, que nous sachions! conspiré contre la patrie ni même contre la République, mais qui ont le malheur d'avoir des opinions personnelles, contrairement à celles de la majorité parlementaire.

Une loterie qui excite autant de passions que la loterie nationale, c'est la loterie des places. Les gros lots ont été gagnés, par une série de personnages bien en cour, sans autres titres bien sérieux, croyons-nous, que celui d'être revêtus d'un rouge bon teint.

Les autres lots de moindre importance: préfetures, sous-préfetures, etc., seront, avec quelque camaraderie dans le tirage, prochainement distribués.

Les organes des gauches, qui rendent des oracles bien plus sûrs que ceux de Calchas, nous annoncent, en ce qui concerne le mouvement préfectoral, qu'il sera assez étendu; peu de révocations, toutefois, dit-on, mais un grand nombre de déplacements. Il n'est guère possible d'ailleurs à M. de Marcère, qui depuis un an a destitué tous les préfets du 16 mai, de révoquer immédiatement ses créatures: il se contentera d'un brève-bas, motivé par l'élection comme député d'un préfet, M. Tenaille-Saligny. Mais que vont dire ceux qui attendaient avec tant d'impatience l'heure de la curée;

Qu'on nous place Et que justice se fasse! Qu'on nous place Tous en masse! Que les places Soient classées!

Ainsi chantaient-ils tous en chœur, comme au lever du rideau d'un vaudeville de Bayard: la Foire aux places, représentée en 1830, que le Français voudrait bien voir reprendre aujourd'hui, assurant au directeur intelligent qui tenterait cette résurrection, autant de succès que l'Assommoir. Voilà donc les quemaudeurs momentanément déshabillés, mais on sait quelle est la ténacité de cette espèce, et M. de Marcère sera bien forcé de les satisfaire-tôt ou tard.

En attendant, s'imagine-t-on rien de plus sottement précaire actuellement que la situation des fonctionnaires? Ils sont dans un perpétuel état de démantèlement. On les révoque souvent avant de leur donner le loisir d'arriver à leur poste. En route, le télégraphe les prend au collet et les met au rebut. Arrivent-ils à leurs postes — quand ils l'atteignent — la destitution, la mise en disponibilité, le remplacement sont en permanence suspendus sur leurs têtes. Enfin, selon une maligne observation de la Constitutionnel, « il arrive très-bien qu'on les fauche par centaines, par masses et en bloc; d'autres fois, les destitués, pour faire du zèle, pour distiller et savourer leur plaisir, les broient un à un, feuille à feuille. » On nous répondra qu'on ne saurait, sans injustice, contester à ces sans-dans du hasard le droit de révocation. Sans doute; mais qu'il n'usent de moins avec discernement, et que une fois leurs ennemis remplacés, qu'ils s'en tiennent à leurs choix.

Est-ce à dire qu'il soit de bonne politique de remercier un serviteur capable à cause de ses opinions? Nous ne le pensons pas; et le Constitutionnel fait ressortir encore, avec beaucoup de bon sens, l'imprévoyance qu'il y a à remettre le date pas du régime actuel: « Le puissant empire a dû une impulsion puissante et de vigoureux débuts aux préfets de Louis-Philippe qu'il

DEPÊCHES COMMERCIALES

New-York, 29 janvier. Change sur Londres, 4,84 75; change sur Paris, 5,17 50; 100. Café good fair, (la livre) 14 1/4, 14 1/2. Café good cargoes, (la livre) 15 1/8, 15 3/8. Ferme.

BULLETIN DU JOUR

A peine sommes-nous sortis d'une crise ministérielle, que nous sommes jetés dans une crise présidentielle. Une dépêche nous a fait connaître hier soir le différend qui avait surgi dans la matinée entre le Maréchal et ses ministres. Il paraît qu'à la Bourse de Paris, on était moins exactement renseigné qu'en province, car nos lettres de ce matin nous disent qu'on y annonçait la démission du Président de la République.

Voici ce qui s'est, en réalité, passé, hier matin, et le fait en lui-même est déjà fort grave. Il était question, au conseil des ministres, des changements à effectuer dans le personnel administratif, en vertu de l'ordre du jour du lundi 20 janvier. Quand on en vint à parler de certaines modifications dans les grands commandements militaires, le Maréchal, assure-t-on, se serait exprimé ainsi: « J'ai consenti, puisque la politique le voulait ainsi, aux changements que m'ont été demandés dans le personnel administratif, j'ai sacrifié des personnalités sympathiques; mais je ne saurais consentir aux mêmes sacrifices, en ce qui concerne les généraux; s'il s'agit de désorganiser l'armée, cherchez-en un autre que moi: C'est une responsabilité que je ne saurais accepter devant la France et devant l'histoire. » Après cette déclaration, le Maréchal se leva et sortit de la salle.

Telle est la scène qui se serait passée, dit-on, et que tous nos correspondants racontent. Les détails que nous en présentons peuvent pêcher, peut-être, sur certains points; mais le fond même en est exact. L'Agence Havas nous a fait savoir, cette nuit, qu'une conférence a eu lieu entre les ministres et les sénateurs et députés, chefs de groupes de la majorité. Ceux-ci auraient engagé les membres du cabinet à insister près du Maréchal et à donner leur démission après une explication devant les Chambres, si le président persistait à refuser sa signature.

Nous devons nous attendre à ce que M. le Maréchal de MacMahon maintienne son ultimatum. Il a suivi avec soin toutes les phases de notre réorganisation militaire; il peut apprécier mieux que personne quel danger présenterait, au point de vue de la défense nationale, la brusque mise à la retraite des chefs de nos grands commandements, généraux de haute valeur, pour la plupart, qui ont appris à connaître à fond depuis longtemps les éléments et les ressources, en hommes et en matériel, dont ils devraient se servir en cas de guerre; ils ont une expérience que leurs successeurs ne pourraient acquérir qu'après plusieurs années et ce n'est pas sans une véritable angoisse patriotique que nous nous demandons ce qu'il adviendrait, si les nouveaux généraux en chef étaient surpris au milieu de leurs études par les événements.

Le Maréchal ne cédera pas, nous en avons la conviction, mais nous redoutons aussi que la majorité de la Chambre des députés ne s'arrange pour l'obliger à se retirer afin de pouvoir bouleverser, avec bien d'autres choses, nos grands commandements, au risque de livrer au hasard le sort et la fortune de la France. Il n'y a pas d'illusion à entretenir; cette majorité est

BOURSE DE PARIS DU 29 JANVIER

Cours à terme de 1 h. 40, communiqués par MM. A. MAIRE et H. BLUN, 60, rue Richelieu, Paris.

Table of stock market prices for Paris. Columns include item names (e.g., '3 0/0 amortissable'), current prices, and previous prices.

BOURSE DE PARIS (Service gouvernemental)

Table of government stock market prices for Paris. Columns include item names (e.g., '3 0/0 amortissable'), current prices, and previous prices.